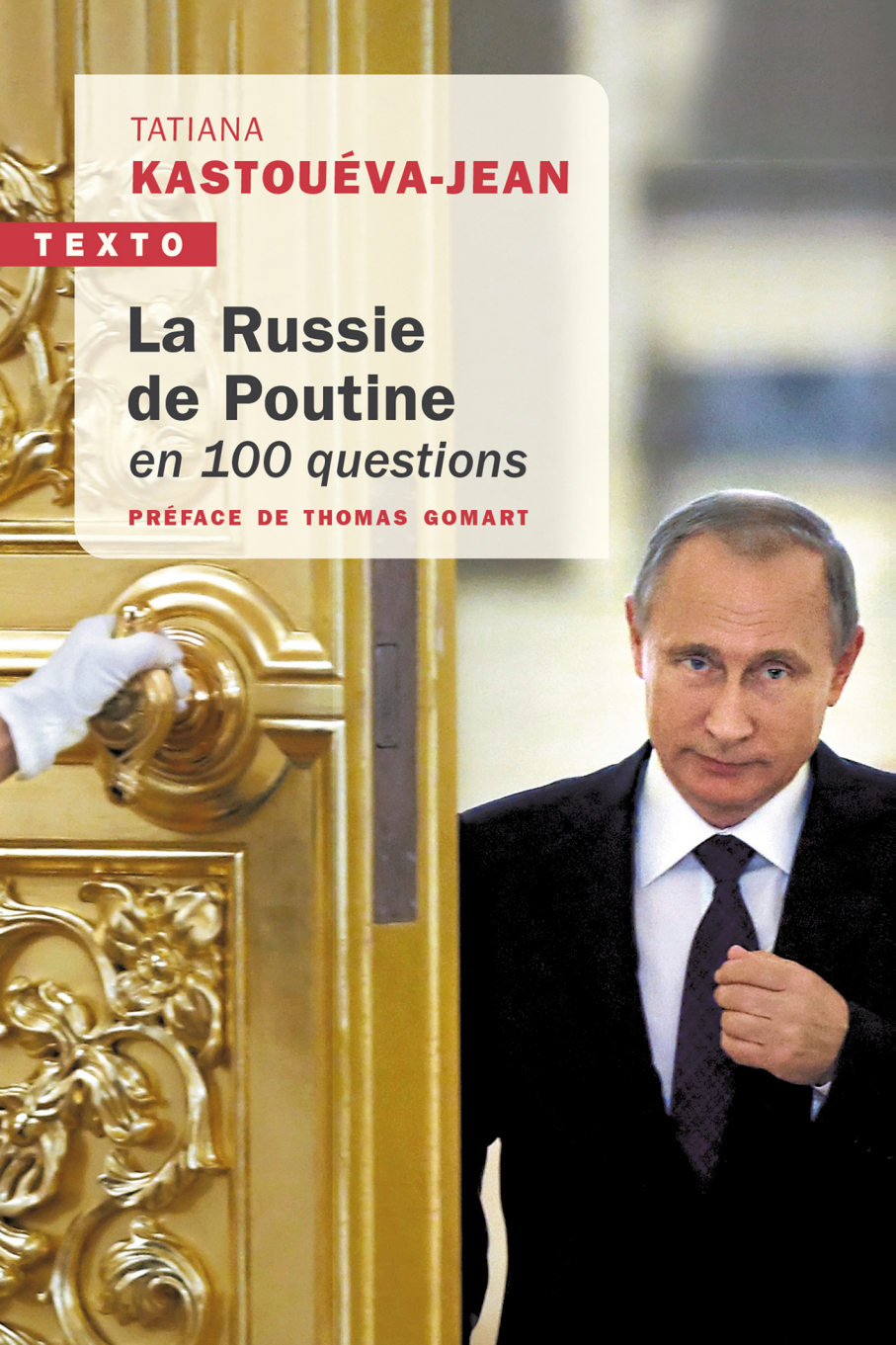


TATIANA
KASTOUÉVA-JEAN

TEXT O

La Russie de Poutine *en 100 questions*

PRÉFACE DE THOMAS GOMART



LA RUSSIE
DE POUTINE
en 100 questions

Du même auteur

(dir), *Les universités russes sont-elles compétitives ?*, Paris,
CNRS Éditions/Ifri, coll. « Alpha », 2013.

TATIANA KASTOUÉVA-JEAN

LA RUSSIE
DE POUTINE
en 100 questions

Préface de Thomas Gomart

ÉDITION ACTUALISÉE

TEXTO

Texte est une collection des éditions Tallandier

Cartes : © Légendes Cartographie/Éditions Tallandier, 2018

© Éditions Tallandier, 2018 et 2020 pour la présente édition
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-4560-6

Préface

Les réponses à ces 100 questions sont autant d'instantanés de la Russie, qui se lisent comme une déambulation dans l'immensité russe. Déambulation spatiale et temporelle qui serait celle d'un voyageur, plus ou moins pressé, désireux de comprendre les ressorts d'un pays qui ne cesse de fasciner. Ces réponses forment aussi la trame d'une réflexion articulée sur la trajectoire suivie par la Russie. Réflexion qui serait celle d'un chercheur, multipliant lectures et entretiens, pour replacer la Russie dans son contexte régional et international. Pas de compréhension du positionnement extérieur sans connaissance des enjeux intérieurs. Et inversement.

La déambulation et la réflexion proposées par Tatiana Kastouéva-Jean reflètent l'originalité de son propre parcours. Parcours personnel, tout d'abord, entre la Russie et la France, entre l'Oural et la Provence, qui ne traduit nullement le choix d'un pays pour l'autre, mais un attachement fort et sincère à chacun d'entre eux. Tatiana Kastouéva-Jean vit dans et des deux cultures : elle a écrit ce livre directement en français en le concevant sans doute en russe. Mais le sait-elle elle-même ? Parcours professionnel, ensuite. Tatiana Kastouéva-Jean a rejoint l'Institut français des relations internationales (Ifri) en 2005. Depuis 2013, elle dirige le centre Russie/NEI, ainsi que la collection

PRÉFACE

numérique trilingue « Russie.Nei.Visions » qui est devenue, au fil des années, une référence pour les spécialistes de l'espace postsoviétique. Connue pour sa rigueur et son efficacité, Tatiana Kastouéva-Jean est au contact non seulement des réalités de terrain en raison des missions régulières qu'elle effectue en Russie et en Ukraine, mais aussi des décideurs en raison du positionnement de l'Ifri. Cette double proximité se retrouve dans les pages qui suivent. Parcours intellectuel, enfin. Cet ouvrage résulte d'une longue maturation. Tatiana Kastouéva-Jean a beaucoup lu, écouté et observé ; elle réussit le tour de force de rendre son savoir accessible, vivant et utile. C'est le signe d'une belle maîtrise du sujet.

Ces 100 questions permettent au final de rouvrir la « question russe ». Si la Russie est un monde en soi, elle est aussi un acteur international de premier plan dont le comportement s'explique souvent par des réflexes géopolitiques spécifiques. Ces réflexes se combinent à des initiatives politiques, militaires et diplomatiques ciblées, qui obligent à un constant effort d'analyse. Or, ce pays demeure une énigme géographique et historique. La Russie est un espace et un système de relations extérieures, qui ne peuvent se comprendre sans l'héritage impérial. C'est aussi un peuple, brûlé par l'histoire, qui ne peut être compris sans l'héritage totalitaire. Double héritage obsédant d'où affleure un sens tragique de l'histoire. Si les Européens de l'Ouest semblent l'avoir oublié, les Russes, en raison des épreuves traversées, en ont toujours une conscience aiguë. Comme Tatiana Kastouéva-Jean, qui contribue avec cet ouvrage à une meilleure compréhension de la Russie dont nous avons plus que jamais besoin.

Thomas GOMART,
directeur de l'Ifri.

Introduction

L'immensité de son territoire et de ses richesses naturelles éblouit, sa culture séduit, son histoire fascine, sa politique divise et son économie déçoit comme une éternelle promesse qui peine à se réaliser. La Russie postsoviétique fait preuve d'un mélange étonnant de faiblesses et de capacités de résilience et de rebondissement. On la croyait réduite au statut d'une puissance régionale en déclin. Voilà qu'elle s'est rendue incontournable sur les grands dossiers internationaux, de l'Ukraine à la Syrie, de l'Afrique à l'Amérique latine, en passant par l'ingérence supposée dans les élections américaines. On a cru son économie « en lambeaux ». Voilà qu'elle affiche une croissance et remonte la pente après la crise de 2014 qui a combiné une chute du prix du pétrole sur les marchés mondiaux avec une forte dévaluation du rouble, les sanctions occidentales et les contraintes structurelles. Ceci avant de plonger de nouveau avec le prix du pétrole en mars 2020 et l'épidémie du Covid-19. Si proche et si lointaine, la Russie ne cesse d'interpeller. D'abord, par l'héritage de son récent passé soviétique – qui, d'une manière paradoxale, l'a laissée à la fois traumatisée et nostalgique. Ensuite, par le modèle autoritaire et conservateur qu'elle semble promouvoir aujourd'hui comme la meilleure parade contre le monde

globalisé. Enfin, par sa politique extérieure qui impacte directement celles des pays occidentaux, car elle dénonce et défie l'ordre mondial post-bipolaire où l'Occident joue un rôle central. Pour rendre ses exigences plus audibles, Moscou peut aller jusqu'à l'usage limité de la force militaire, comme en Ukraine ou en Syrie.

Dresser en 100 questions le portrait de la Russie de Vladimir Poutine n'est pas un mince défi. Outre la disponibilité des informations crédibles, les difficultés – évidentes mais qui n'en sont pas moins contraignantes – sont la coexistence des tendances contradictoires, les rapides mutations et les multiples facettes de la Russie de Poutine. Ces facteurs jouent pleinement autant dans les relations extérieures de la Russie que dans l'évolution de sa société et de son régime politique.

Russie-Occident, la confrontation

Depuis la chute de l'URSS, la Russie souhaitait rejoindre rapidement le camp occidental. Après l'intégration au Conseil de l'Europe (1996) et au groupe du G7 (1997) sous Boris Eltsine, Vladimir Poutine a maintenu ce cap en visant l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (2012) et à l'OCDE (suspendue à cause des sanctions). Il a été le premier leader mondial à exprimer son soutien à George Bush après les attentats terroristes le 11 septembre 2001 et à proposer le transit par son territoire du matériel de guerre destiné aux forces de l'OTAN en Afghanistan. Pourtant, le président russe se sent vite trahi lorsque l'Occident presse le cours de l'histoire élargissant l'OTAN vers les pays de l'ex-bloc socialiste et soutenant la chute des régimes autoritaires et corrompus dans le voisinage russe et au Moyen-Orient.

L'apparente intégration dans le monde occidental, les intenses flux énergétiques et financiers n'empêchent pas le développement parallèle de l'esprit de « forteresse assiégée » et la nette montée de l'anti-occidentalisme, perceptible dans le discours de Poutine à Munich (2007), confirmé par la guerre avec la Géorgie (2008) et répercuté dans la Conception de politique étrangère russe (2016). Les protestations sociales qui ont accompagné le retour de Vladimir Poutine dans le fauteuil présidentiel (2011-2012), les « révolutions arabes » et l'opération en Libye (2011) ont parachevé la paranoïa anti-occidentale du Kremlin. La lutte contre l'ingérence dans les affaires intérieures et la protection de la souveraineté du pays deviennent le cheval de bataille du président russe. C'est dans ce contexte qu'il faut placer la crise en Ukraine (2014) – qui aboutit à l'annexion de la Crimée et à la guerre à l'est de ce pays, et qui devient un véritable point de rupture avec l'Occident.

Cette crise a divisé la société russe entre, d'un côté, une minorité libérale et pro-occidentale et, de l'autre, une majorité qui – non sans l'aide de la propagande des chaînes de télévision publiques – a épousé les positions du Kremlin. La nouvelle posture internationale est interprétée comme une revanche pour les « humiliations » des années 1990, liées à la disparition de l'URSS, la perte de territoires, l'élargissement de l'OTAN, etc. Même les leaders de l'opposition libérale comme Alexeï Navalny – s'ils reconnaissent la violation du droit international – ne plaident pas pour la restitution de la Crimée à l'Ukraine. Le coût économique et politique, les pressions et les sanctions occidentales n'ont pas été des facteurs suffisants face à ce que les Russes considèrent comme le rétablissement de la « justice historique » et la récupération du rang international.

La Russie a retrouvé confiance en elle. Elle est désormais incontournable au Moyen-Orient. Après un retrait dans les

années 1990, elle réactive ses anciens réseaux et cherche à en créer de nouveaux en Afrique où ses intérêts croisent les intérêts occidentaux, et notamment ceux de la France. Prise de décision rapide par un petit cercle de dirigeants, peu d'hésitation à recourir à la force militaire, manipulation de l'information, opérations cyber, ou encore corruption, tentatives d'empoisonnement sur le sol des pays occidentaux et coups d'État montés tout en veillant à préserver la possibilité d'un déni plausible : la Russie a des avantages opérationnels et une capacité de réponses asymétriques qui effraie l'Occident. Les nouvelles éditions des doctrines stratégiques occidentales qualifient toutes la Russie de « défi » ou de « rival » stratégique et tentent d'anticiper les prochains coups. Plusieurs pays de l'espace postsoviétique semblent aussi sur leurs gardes : même la Biélorussie, pourtant l'alliée très proche de Moscou, tente de diversifier ses partenariats, ses sources de crédits et ses canaux d'approvisionnements énergétiques.

Cependant, au-delà de l'annexion de la Crimée et de la guerre dans le Donbass – provoquant au bout de plus de six ans aussi une certaine lassitude dans l'opinion publique et progressivement marginalisées par les problèmes intérieurs –, les attitudes au sein des élites et de la population sont bien moins unanimes : ainsi, l'opération militaire en Syrie est loin d'avoir suscité le même enthousiasme. La confrontation avec l'Occident a fait rejouer le vieux dilemme entre les orientations occidentale/européenne et eurasiatique de la Russie et a accéléré le tournant russe vers l'Asie, en gestation depuis plusieurs années. Le rôle financier, économique, commercial et militaire de la Chine a en effet augmenté et les deux pays ont même lancé des discussions sur la coordination entre la construction de l'Union économique eurasiatique et les « Routes de la Soie ». Or, les liens avec l'Occident continuent d'être structurants pour les

échanges énergétiques, les investissements, le transfert des technologies. Les Russes sont parmi les premiers demandeurs de visas Schengen, des acheteurs actifs de l'immobilier en Occident, consommateurs d'une large gamme de produits et services occidentaux. La Russie est loin de chercher à rompre les liens avec l'Europe et les États-Unis : elle mise plutôt sur l'affaiblissement du lien transatlantique, les dissensions entre les pays européens ou des forces politiques « compréhensives » en leur sein – pour infléchir les politiques et, notamment, assouplir ou lever les sanctions. De leur côté, en dépit des sanctions, les Occidentaux tentent aussi de préserver les canaux de communication et en lancent même de nouveaux, comme le « Dialogue de Trianon » entre les sociétés civiles russe et française dont l'idée a été formulée en mai 2017 par Emmanuel Macron recevant Vladimir Poutine à Versailles. Emmanuel Macron a même lancé une nouvelle politique d'ouverture à l'égard de la Russie depuis la rencontre au fort de Brégançon avec Vladimir Poutine en août 2019. On est très loin d'une fermeture de portes réciproque, même si une dégradation brutale liée à un échec patent de l'accord de Minsk II sur le règlement de la crise en Ukraine ou un accrochage au Moyen-Orient ou sur un autre dossier régional ou global reste possible. La méfiance de l'Europe envers la Russie est forte : l'envoi de l'aide médicale à l'Italie en pleine crise du Covid-19 a ainsi suscité des interrogations sur les arrière-pensées de Moscou. Mise-t-il sur l'Italie pour casser le consensus de l'Union européenne (UE) sur les sanctions ?

Stabilité politique et sociale à toute épreuve ?

Sur le plan de la politique intérieure, tout au long des années Poutine, la balance a penché de plus en plus vers

le renforcement de l'autorité de l'État, la centralisation, la personnalisation du pouvoir, les poursuites ciblées des opposants. Déterminés à assurer la survie de leur modèle politique, les dirigeants russes rejettent les valeurs libérales et la démocratie de type occidental, mettent sous pression les organisations de la société civile et se méfient des médias et d'Internet. Même si des « îlots » démocratiques et libéraux subsistent (autour notamment de quelques médias), cette évolution du pays cause des vagues d'émigration importantes qui emportent loin de Russie de nombreux intellectuels et entrepreneurs. Côté économique, le libéralisme n'est pas contesté dans le discours, mais le poids de l'État est de plus en plus grand dans tous les secteurs.

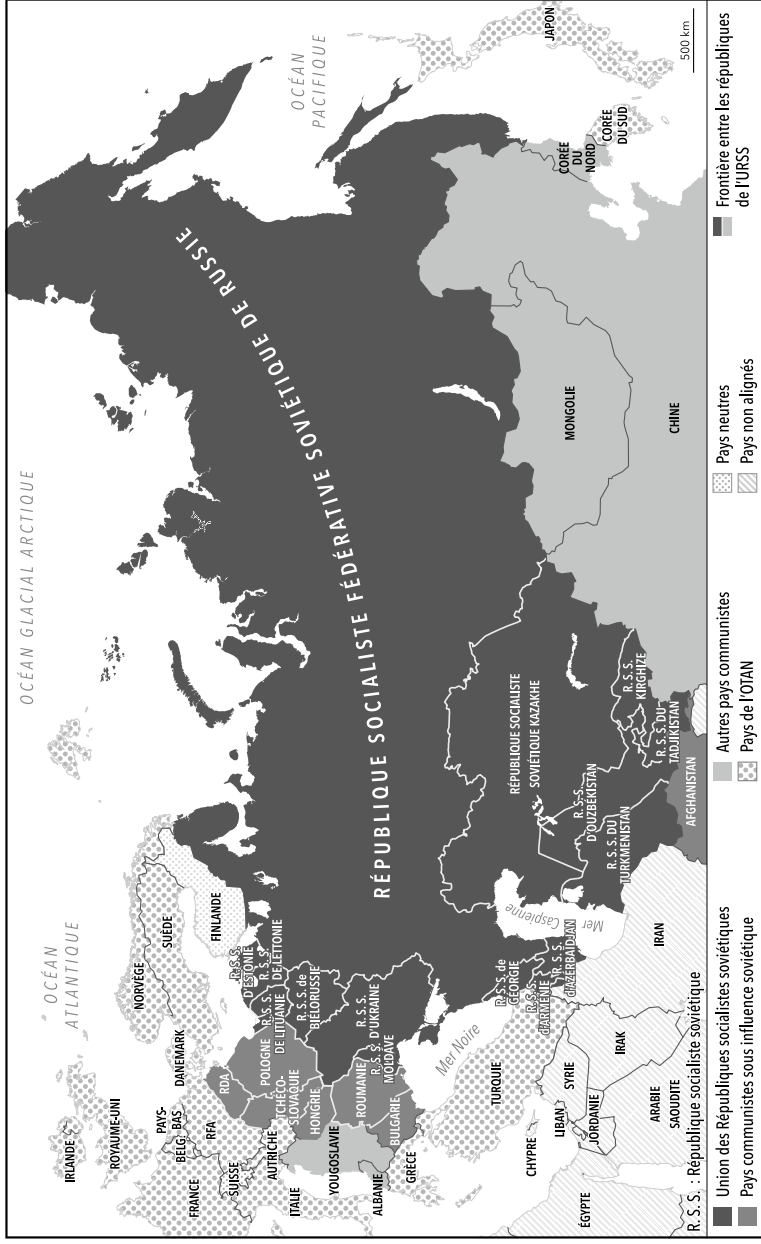
La stabilité politique et sociale tant vantée par le Kremlin, par comparaison au « chaos des années 1990 », devient un sujet moins « vendable » qu'auparavant autant pour les élites que pour la population. Des renvois, voire des arrestations, pour cause de corruption, de personnalités haut placées, gouverneurs, représentants des structures de force ou même un ministre, alimentent la nervosité des élites, alors que pour une partie de l'opinion publique la stabilité politique s'apparente de plus en plus à la conservation de l'injustice sociale et de l'inégalité d'accès aux postes de responsabilité. À moyen terme, la dégradation de la situation économique, les fragilités régionales et l'absence d'avancées dans la lutte contre la corruption risquent de mettre en cause la popularité du régime, même si l'exemple ukrainien dissuade d'un choix au profit d'une révolution de la rue. La crise du Covid-19 a encore renforcé l'aliénation entre le peuple et les élites. Les aides économiques tardives et insuffisantes, la gestion quelque peu chaotique, la mise en avant des gouverneurs et un certain retrait de Poutine, le doute sur les chiffres officiels, contribuent à l'érosion du taux de popularité du président.

Vladimir Poutine, l'arbre qui cache la forêt russe

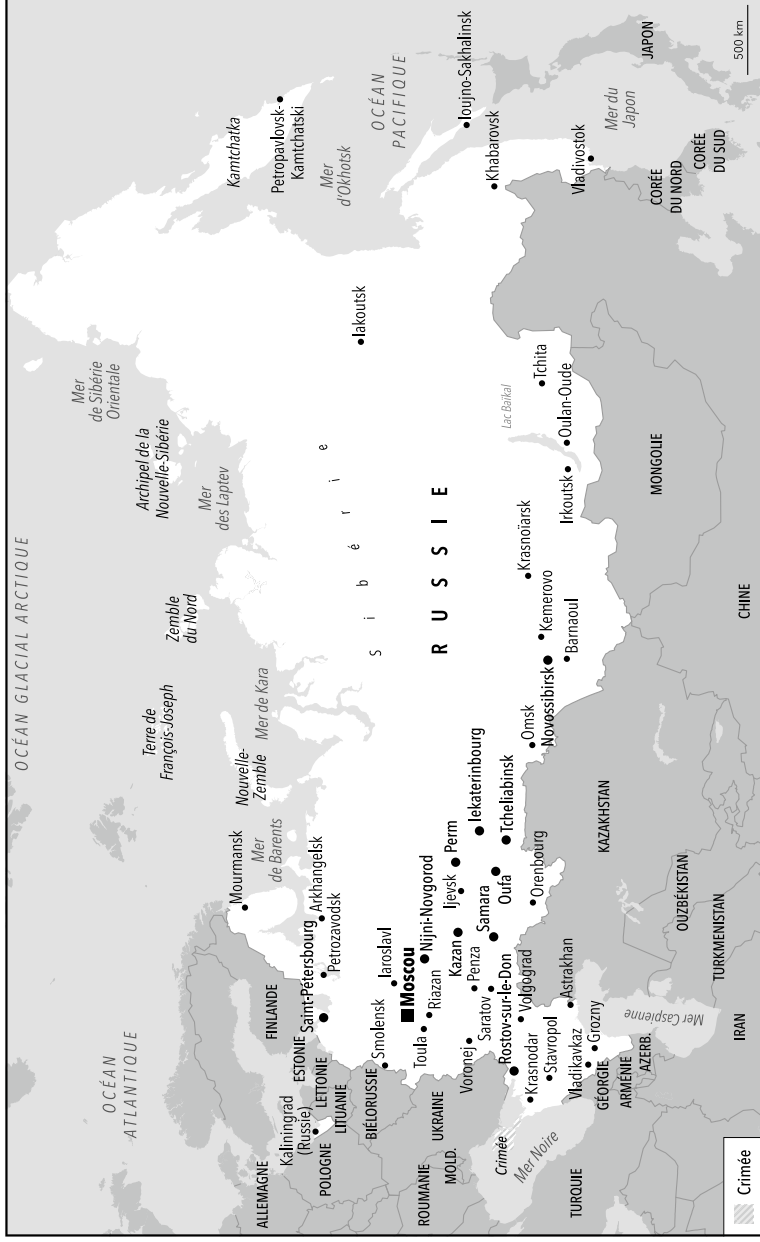
Who is Mister Putin ? Il n'est pas certain qu'après plus de vingt ans au pouvoir (y compris la « parenthèse Medvedev » quand Poutine était Premier ministre, entre 2008 et 2012), on connaisse précisément la réponse. Modernisateur à l'aube, autocrate à mi-parcours, il n'a probablement pas fini d'évoluer et de surprendre, et on découvrira d'autres évolutions de sa personnalité au cours de son quatrième mandat, et probablement au-delà. La réforme constitutionnelle lui ouvre désormais la possibilité théorique de garder le poste présidentiel jusqu'à 2036.

« Poutine IV » se trouve devant un dilemme : faire perdurer à tout prix le système politique et économique tel qu'il s'est formé depuis vingt ans ou tenter de le réformer, car les problèmes se sont accumulés. Les carences industrielles, le manque d'infrastructures, un faible investissement dans la recherche et le développement, la stagnation ou le déclin des dépenses pour la santé publique et l'éducation sur fond de problèmes démographiques (6,7 millions d'actifs en moins entre 2002 et 2018, selon le Service fédéral des statistiques) ne sont pas de bon augure si la Russie cherche à assurer sa place entre l'Occident et la Chine. Les inégalités territoriales et l'évolution de certaines régions ethniques comme la Tchétchénie ou le Daghestan doivent attirer l'attention. L'enjeu principal du quatrième mandat présidentiel en cours depuis mars 2018 est de trouver des tactiques habiles – à défaut d'une stratégie viable – pour préserver autant les assises du régime que la nouvelle place de la Russie sur la scène internationale.

L'URSS avant 1991



La Russie aujourd'hui



HISTOIRE

Quelle mémoire les Russes ont-ils de l'époque tsariste ?

La Grande Révolution d'Octobre et l'arrivée au pouvoir des bolcheviks en 1917, menés par Vladimir Lénine, a mis fin au règne de la dynastie Romanov, la lignée des tsars au pouvoir depuis le début du ^{xvii}^e siècle. Le destin du dernier tsar Nicolas II a été tragique : après avoir renoncé au trône, il a été exécuté, avec sa famille et quelques proches, à Ekaterinbourg, en 1918. Les manuels d'histoire soviétique présentaient le tsar comme responsable de la misère dans laquelle était plongé le pays et des répressions contre le peuple, tout en décrivant la monarchie comme un régime politique archaïque et injuste.

C'est seulement après la chute de l'URSS que Nicolas II et sa famille ont été réhabilités et même canonisés par l'Église orthodoxe russe (en 2000). Leurs restes reposent désormais à la cathédrale Saint-Pierre-et-Saint-Paul – nécropole impériale russe – à Saint-Pétersbourg. Dans les années 1990, plusieurs œuvres littéraires et cinématographiques véhiculaient une image idéalisée de la Russie tsariste. Moyen de clore la parenthèse communiste, cette réhabilitation contribuait aussi à la construction de la nouvelle identité postsoviétique. Quelques appels au retour des descendants Romanov, exilés à Paris, n'ont

pourtant trouvé beaucoup d'écho ni dans les élites, ni dans la population. En 2013, le 400^e anniversaire de la maison Romanov a été célébré sans grande pompe par une exposition et le retour d'un obélisque – enlevé cent ans auparavant – dans le jardin Alexandre jouxtant le Kremlin.

L'idée de rétablissement d'une monarchie en Russie est populaire dans certains milieux politiques ou artistiques. Certains, comme le célèbre cinéaste russe Nikita Mikhalkov ou la députée Natalia Poklonskaya, sont connus pour leur vision monarchiste. Poklonskaya est allée jusqu'à initier en 2017 un procès pour diffamation contre le metteur en scène d'un film (*Mathilda*, 2017), qui met en lumière la liaison amoureuse du jeune prince, futur Nicolas II, avec une ballerine polonaise. Ce film a donné un nouveau souffle à plusieurs courants radicaux orthodoxes, notamment celui de « Tsar Dieu », qui n'a été qu'éphémère.

Certains députés et hommes politiques se sont exprimés en faveur de la restauration d'une forme de monarchie en Russie depuis l'annexion de la Crimée qui a provoqué une consolidation de l'électorat autour de la figure de Vladimir Poutine, perçu comme protecteur des intérêts de la nation. Outre la banale flatterie à l'égard du chef du Kremlin, leurs arguments portent sur une manière de renforcer l'identité nationale, de consolider la société au-delà des appartenances confessionnelles et ethniques, et de combler l'écart qui se creuse entre les autorités et le peuple.

Cependant, ce discours reste marginal autant au sein des élites que de la population. Le porte-parole de Poutine a même dû expliquer publiquement que le Kremlin accueille ces idées sans enthousiasme. Quant à l'opinion publique, même si les Russes sont attachés à un État paternaliste

HISTOIRE

et aux grands symboles nationaux, la monarchie et la transmission du pouvoir par héritage sont loin d'être leur souhait. Début 2017 (selon un sondage du Centre Levada¹), moins de 10 % voient la monarchie comme un modèle souhaitable pour la Russie. Finalement, les Russes semblent davantage nostalgiques de la période soviétique que de l'époque du tsar...

1. L'un des trois grands centres de sondage russes, à côté de WCIOM et FOM, considéré comme le seul indépendant.

Les Russes sont-ils toujours fiers de la Grande Révolution d'Octobre (1917) ?

Événement fondateur de l'URSS, la « Grande Révolution d'Octobre » a ouvert une nouvelle ère dans l'histoire du pays, mais aussi du monde. Le 7 novembre, le jour où – selon le calendrier grégorien adopté par les dirigeants soviétiques – les bolcheviks ont pris le pouvoir, a été l'une des plus grandes fêtes nationales. C'est avec la *perestroïka* lancée par Mikhaïl Gorbatchev que la lecture politique de la Révolution a été remise en question : plusieurs textes (comme celui d'Alexandre Soljenitsyne, *Lénine à Zurich*, 1989) soulignent les effets néfastes de la Révolution et désacralisent la personnalité de Lénine. Si son nom continue à marquer la toponymie des villes et villages russes, il n'y a plus que le Parti communiste (KPRF) et quelques nostalgiques de l'URSS pour continuer à célébrer les anniversaires de la Révolution.

Un peu plus de cent ans plus tard, la lecture des événements d'octobre 1917 reflète les clivages politiques actuels. Pour les représentants de la mouvance patriotique, la Révolution aurait permis de préserver l'intégrité territoriale et l'indépendance du pays après la « révolution bourgeoise » de février 1917, qui l'aurait affaibli et exposé à la menace occidentale. Par la suite, les bolcheviks

auraient réussi à construire un État fort, industrialisé et progressiste. Pour la branche démocratique et libérale, la Révolution aurait brisé le cours naturel de l'histoire russe alors que des réformes de modernisation avaient été bien lancées au début du xx^e siècle par le Premier ministre Petr Stolypine. La suite des événements tragiques – guerre civile, famines, collectivisation et industrialisation forcées, terreur politique, etc. – a été catastrophique pour le pays.

La société est divisée : début 2017, la moitié de la population pense que la Révolution a joué un rôle positif en servant de moteur au développement économique et social, alors qu'un tiers en a une perception négative, les autres ayant du mal à formuler un avis. Lénine figure toutefois parmi les personnalités historiques les plus respectées et un tiers des Russes souhaitent que son corps reste exposé au mausolée sur la place Rouge, en plein cœur de Moscou.

L'attitude des autorités russes est aussi ambivalente, comme le révèle la commémoration relativement modeste du centenaire de la Révolution en 2017. D'une part, l'idée d'une révolution comme mode de changement d'un régime politique est rejetée avec véhémence. Tout appel au renversement du pouvoir par la force est aujourd'hui qualifié d'extrémisme et toutes les protestations sociales sont lues à travers ce prisme. Les réactions suscitées par les « révolutions de couleur¹ » dans différents pays s'expliquent par la même logique : ainsi, la révolution

1. Protestations sociales – la plupart du temps pacifiques – contre les gouvernements autoritaires dans des pays postsoviétiques, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, qui ont abouti au renversement de régimes comme « révolution des Roses » en Géorgie (2003), « révolution orange » en Ukraine (2004), « révolution des Tulipes » au Kirghizstan (2005), etc.

HISTOIRE

de Maïdan en Ukraine en 2014 a été qualifiée de « coup d'État » illégitime, instigué par l'Occident. D'autre part, le Kremlin cherche à réconcilier les périodes impériale et soviétique par l'idée de la grandeur nationale qui unit les deux. Dans cette vision, l'URSS se situe dans la continuité d'une Russie impériale forte, indépendante et influente sur la scène internationale. L'histoire russe dans son ensemble peut alors être un objet de fierté et d'unité plutôt que de rejet et de division.

Pourquoi Staline est-il toujours populaire en Russie ?

Resté à la tête de l'Union soviétique pendant plus de trente ans, Joseph Staline (1879-1953) incarne le pouvoir totalitaire absolu. Dictature, propagande, purges avec l'élimination physique des « ennemis du peuple » ou leur déportation dans les camps de travail (Goulag), collectivisation forcée et entretien d'un climat de terreur ont été les instruments de cette dictature sans pitié, ne tolérant aucune contestation. C'est seulement trois ans après la mort du « Petit Père des peuples », au xx^e congrès du Parti (février 1956), que son successeur Nikita Khrouchtchev osa dénoncer les crimes commis et le culte de la personnalité, provoquant un coup de tonnerre en URSS à l'époque. Il faut attendre 1961 pour que le corps de Staline, embaumé et exposé à côté de Vladimir Lénine au Mausolée, en soit retiré et enterré à côté du mur du Kremlin.

En Occident, le stalinisme est comparé – notamment dans les travaux de Hannah Arendt sur les totalitarismes – au nazisme de Hitler en Allemagne, un parallèle qui a toujours été rejeté par les Russes. Ni l'URSS ni la Russie postsoviétique n'ont jamais mené un vrai travail de mémoire historique sur le stalinisme. Jusqu'à aujourd'hui,

Staline reste la personnalité historique la plus populaire et respectée par les Russes. Des couronnes et des œillets rouges sont déposés chaque année sur le tombeau de l'ancien leader soviétique, le jour de son anniversaire, le 5 mars. Les présentoirs des librairies russes abondent en ouvrages glorifiant le passé stalinien.

Malgré les atrocités commises par le régime de Staline, une partie des élites et de la population partagent encore aujourd'hui une admiration pour son action. Deux raisons sont généralement évoquées. En premier lieu, le progrès industriel et technique : pays agraire au début du siècle, l'URSS s'est transformée en une superpuissance mondiale, rivalisant avec les États-Unis. La création d'une bombe atomique (1955) et le premier vol dans l'espace de Youri Gagarine (1961) n'auraient pas été possibles sans l'industrialisation forcée lancée sous Staline. En second lieu, la victoire sur l'Allemagne hitlérienne, même acquise au prix de plus de 40 millions de vies soviétiques (forces armées et populations civiles), conforte la vision d'un commandant militaire hors pair. À l'issue de la guerre, Staline étend son empire aux pays de l'Europe centrale et orientale. Cette domination internationale a marqué les Russes durablement ; le pays était alors craint et respecté. Ces succès occultent finalement les répressions menées par le régime. Selon les sondages, une écrasante majorité de Russes avoue ne pas avoir assez d'informations sur ces répressions, tandis que la moitié préfère finalement ne pas « remuer le passé¹ ».

1. Sondage du Centre Levada, mai 2017.

Quelle est la place de la « Grande Guerre patriotique » dans la mémoire russe ?

La Seconde Guerre mondiale, appelée la Grande Guerre patriotique (1941-1945) par les Russes, est sans doute la pierre angulaire de la mémoire collective russe : la victoire sur le nazisme et les sacrifices qu'elle a exigés (40 millions de morts) s'enracinent au plus profond de la conscience collective du peuple russe, à sa vision de soi et de son rôle dans l'histoire européenne et mondiale. Selon tous les sondages de l'époque postsoviétique, la victoire dans cette guerre reste l'événement le plus marquant de l'histoire russe et la première raison de fierté nationale.

Cette guerre a toujours été perçue par la population russe comme une guerre « sacrée » contre le « mal absolu », le nazisme hitlérien. Sa mémoire l'est devenue tout autant. Aucune remise en doute de différents aspects de la guerre n'est aujourd'hui tolérée. Depuis plusieurs années, les autorités russes dénoncent les tentatives de l'Occident et de l'opposition libérale à l'intérieur du pays de réécrire l'histoire en réduisant le rôle de l'URSS dans la victoire. Les réactions irritées face au refus de certains leaders européens de venir assister à la parade militaire sur la place Rouge, le Jour de la Victoire le 9 mai, s'inscrivent dans ce contexte. La volonté de protéger cette mémoire en

excluant toute interprétation différente de la lecture officielle s'est traduite par l'adoption d'une loi mémorielle en 2015. Cette loi pénalise les critiques à l'égard de l'action de l'État soviétique pendant cette guerre. La protection de cette mémoire défend par ricochet celle du régime stalinien. Les Russes rejettent aussi en bloc tout parallèle entre deux régimes totalitaires, soviétique et hitlérien.

Sous Vladimir Poutine, la célébration du Jour de la Victoire a progressivement pris une ampleur qu'elle n'avait pas toujours connue à l'époque soviétique. Le ruban noir et orange de l'Ordre impérial et militaire de Saint-Georges, qui en est récemment devenu le symbole, est omniprésent. Des défilés d'enfants en uniformes paramilitaires sont organisés. En avril 2017, le ministre de la Défense Sergueï Choïgou a même organisé la prise d'assaut d'une maquette du Reichstag allemand construite pour l'occasion dans le parc d'attractions Patriot, à côté de Moscou. L'initiative citoyenne, comme le « Régiment immortel » (marche avec les photos des ancêtres tombés au combat), a été immédiatement récupérée par les autorités.

Le souvenir de cette guerre est utilisé par le Kremlin pour alimenter l'idée de grandeur de la Russie. Il contribue à renforcer le patriotisme, à cimenter la société russe, tout en consolidant la légitimité du régime actuel qui se positionne en héritier et défenseur de la Grande Victoire. Pendant la crise ukrainienne, la référence directe aux dangers du fascisme en Europe à la suite de Maïdan a servi d'instrument de légitimation des décisions politiques, de mobilisation de la société et de stigmatisation des adversaires intérieurs et extérieurs avec une redoutable efficacité.